

Relations internationales

Je voudrais de nouveau citer le rapport du Groupe de travail parlementaire sur les relations Nord-Sud. J'estime qu'il importe de consigner ce passage au compte rendu, car on ne se rend pas compte de l'ampleur du problème du manque d'énergie dans le tiers monde. On ne se rend pas compte à quel point les déficits considérables de leur balance des paiements paralysent les efforts de production alimentaire des pays pauvres. On peut donc lire à la page 57 du rapport:

Les pays en développement importateurs de pétrole éprouvent aujourd'hui de graves difficultés. Bien des pays pauvres entrent dans leur phase d'industrialisation qui exige des quantités croissantes d'énergie. La Banque mondiale estime que les besoins des pays en développement croîtront plus rapidement que ceux des pays industrialisés. Dans le secteur agricole, l'accroissement de la productivité est partiellement tributaire des approvisionnements de produits d'origine pétrolière, tels les engrais chimiques. Cela a été un facteur important dans le succès relatif de la «révolution verte». Le secteur des transports, qui est indispensable à une meilleure distribution des produits agricoles et au développement de l'industrie, repose en grande partie sur l'utilisation des véhicules qui consomment de l'essence. Ainsi, le processus même de développement et de modernisation a rendu les pays en développement importateurs de pétrole extrêmement sensibles aux problèmes d'approvisionnement et au prix de l'énergie.

Cette conjoncture difficile illustre le cercle vicieux du développement: les pays déjà trop pauvres pour investir adéquatement dans le développement des ressources humaines ou industrielles voient leur potentiel d'investissement diminuer chaque jour à cause du prix croissant du pétrole, aussi l'aide que leur offrent certains pays prend souvent la forme d'aide technique et d'équipements qui consomment encore beaucoup plus d'énergie.

C'est la question la plus importante que les institutions centrales peuvent régler cette année.

Des voix: Oh, oh!

● (2050)

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Le député de Gloucester a la parole.

M. Breau: Je me réjouis que le gouvernement ait accepté l'essentiel du rapport du Groupe de travail. Je me réjouis nettement qu'il ait reconnu que la filière énergétique soit une des choses les plus importantes que nous puissions réaliser à court terme.

J'ai rappelé tout à l'heure comment le Groupe de travail, formé de sept députés, avait pu se mettre d'accord sur un énoncé politique cohérent dont l'orientation fondamentale pourra en faire une politique officielle. Je crois que cela augure bien pour le Parlement. La création d'un Groupe de travail parlementaire dont la motion avait vu le jour sous le gouvernement Clark, et qui a été reprise depuis lors, est une excellente idée puisque les représentants élus peuvent concilier leur divergences de vues à la fois politiques et philosophiques. Par la suite, le gouvernement pourra entreprendre l'étude de leurs recommandations et, s'il les accepte, élaborer une politique que les fonctionnaires seront chargés d'appliquer. C'est ainsi que le Parlement peut accomplir quelque chose. A condition qu'il y ait une volonté de le rendre utile.

Je répète que nous devrions nous rendre compte que le projet de réforme des institutions parlementaires peut parfois exiger une réforme des attitudes nouvelles. Quand on confie à des députés un mandat et qu'on leur donne les moyens de le remplir, cela augure bien pour l'avenir du Parlement.

Je veux aborder brièvement un point soulevé par le chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent). Il a prononcé un discours solide et éloquent. Il a expliqué l'historique des problèmes auxquels se heurtent la plupart des pays de l'Amérique centrale, en particulier ceux qui ont connu des révolutions. J'ai deux observations à faire au sujet de son discours. D'abord, je

ne pense pas qu'il suffise à valoir un appui politique à quelqu'un qui s'oppose sans cesse aux États-Unis d'Amérique.

Mlle Jewett: De qui parlez-vous?

M. Breau: Les États-Unis d'Amérique sont notre voisin. Ils sont notre allié. La nouvelle administration vient d'obtenir un mandat. Bien que je ne sois pas d'accord avec cette administration, je dois respecter le fait que la population des États-Unis élit ses gouvernements de la même manière que nous élisons les nôtres.

Mlle Jewett: Et alors?

M. Breau: Leurs représentants sont élus de la même façon que le sont à la Chambre les députés du Nouveau parti démocratique. Cela n'arrange pas la situation au Salvador ou dans les pays du Sud que l'on fonde ses positions sur des sentiments anti-américains. Cela ne peut pas permettre d'établir une politique étrangère.

Des voix: Bravo!

Mlle Jewett: Beaucoup d'Américains critiquent eux aussi leur gouvernement. Qu'y a-t-il de mal à critiquer?

M. Breau: Bien sûr. Mais je tiens à rappeler au porte-parole du Nouveau parti démocratique en matière d'affaires étrangères qu'elle ne siège pas au Congrès des États-Unis. Il y a des gens aux États-Unis qui peuvent parler...

Mlle Jewett: C'est un pays indépendant.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais le temps qui lui était alloué est expiré.

Mlle Jewett: Qu'il poursuive!

M. Roche: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je sais que le député de Gloucester (M. Breau) a épuisé son temps de parole, mais avec le consentement de la Chambre et avec celui du député d'Oxford (M. Halliday), serait-il possible de poser une brève question au député de Gloucester?

M. l'Orateur adjoint: Y a-t-il consentement unanime pour prolonger le temps de parole alloué au député de Gloucester?

Des voix: D'accord.

Mlle Jewett: A ce propos, j'aimerais que le député poursuive son discours.

M. l'Orateur adjoint: Y a-t-il consentement unanime pour permettre au député d'Edmonton-Sud (M. Roche) de poser une question au député de Gloucester?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

M. Bruce Halliday (Oxford): Monsieur l'Orateur, je suis ravi de participer à ce débat consacré aux relations Nord-Sud. Je suis surtout ravi que nous tenions enfin un tel débat. Il est grand temps que le développement international fasse l'objet d'un véritable débat approfondi à la Chambre. Il faut signaler et déplorer la rareté des débats de politique étrangère à la Chambre. Comme le faisait observer la Commission Brandt, depuis quelque temps, dans le monde industrialisé, y compris au Canada, l'atmosphère est lourde d'alibis et le vent charrie de belles phrases creuses. Le temps est venu d'agir.